

# EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

Directeur : Pierre LAFITTE

88, Champs-Élysées, PARIS

ABONNEMENTS :  
France : Un An : 35 fr. - 6 Mois : 18 fr. - 3 Mois : 10 fr.  
Etranger : Un An : 70 fr. - 6 Mois : 36 fr. - 3 Mois : 20 fr.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Elégances

TÉLÉPHONES :  
5 Lignes : 557-44, 557-45, 528-64, 526-66, 528-68  
Adresse Télégraphique : EXCEL - PARIS

## LES ALLEMANDS EN BELGIQUE



SOLDATS ALLEMANDS TRAVERSANT LE VILLAGE DE MOULAND PRÈS DE VISÉ




UN DÉJEUNER D'OFFICIERS ALLEMANDS PRÈS DE VISÉ

Ces deux photographies ont été prises aux environs de Visé, en Belgique. On sait que cette ville est une des premières qui aient été bombardées par les Allemands. En haut, des cavaliers traversent le village de Moulant. Au second plan, on voit une maison en partie détruite par les obus. En bas, quelques officiers finissent de déjeuner. La photo ne nous dit pas si le repas fut frugal; elle nous apprend, cependant, qu'on ne manqua pas de liqueurs et que les rafles que l'on fit dans les caves du village ne furent pas infructueuses.

(Vereenigde Fotobureaux.)



## Le rôle du Japon restera limité

 Le conflit européen a sa répercussion en Extrême-Orient. Dès la semaine prochaine, l'Allemagne devra compter avec le Japon, qui s'apprete à lui déclarer la guerre. Pourquoi cette intervention, d'ailleurs attendue depuis plusieurs jours? Et quelles conséquences entraînera-t-elle pour la politique mondiale?

Le Japon exécute la clause essentielle du contrat solennel qu'il avait signé, le 12 août 1905, avec l'Angleterre: « Si par suite d'une attaque ou d'une agression quelconque d'une ou plusieurs puissances quelconques, dit l'article 2 du traité d'alliance, une des hautes parties contractantes se trouvait en état de guerre pour la défense de ses intérêts territoriaux ou d'un des intérêts spéciaux mentionnés dans le préambule, l'autre partie contractante se portera immédiatement au secours de son alliée au titre de belligérante, et ne signera la paix que d'un commun accord avec elle. » La déclaration de guerre adressée par l'Allemagne à l'Angleterre constituait un motif irrécusable d'intervention pour le gouvernement japonais, qui argue, en outre, des violences exercées contre ses sujets par les autorités allemandes de Kiao-Tcheou.

D'autres raisons semblent avoir inspiré la décision de Tokio. L'Allemagne, qui avait établi sur les côtes de Chine une base navale redoutable, manifestait ouvertement des desseins ambitieux sur les mers d'Extrême-Orient: ses appétits dévorants l'attiraient vers le Pacifique, ou l'impérialisme germanique déployait avec un orgueil impudent et imprudent les pavillons de ses navires. Le Japon est à la fois trop avisé et trop jaloux de ses intérêts commerciaux pour n'avoir pas deviné le péril; il le conjure en se rangeant aux côtés des alliés pour combattre l'ennemi commun.

Peut-être n'aura-t-il pas à occuper Kiao-Tcheou: car la Chine, inquiète de l'initiative japonaise, manifeste le dessein d'expulser elle-même l'intrus qui s'est installé jadis chez elle.

Nous avons pleine confiance dans la sagesse et la loyauté du Japon, qui bornera sa collaboration à la ruine des ambitions allemandes en Extrême-Orient. La déchéance de la puissance maritime et commerciale de l'Allemagne sera pour lui une indiscutable garantie et la récompense de son effort. C'est avec cette certitude que la Triple Entente européenne salue avec joie le geste imminent qui va dresser, à l'autre bout du monde, un nouvel adversaire en face de l'ogre d'outre-Rhin.

### Un communiqué anglais

Les journaux anglais publient le communiqué suivant du bureau officiel britannique de la presse:

Les gouvernements britannique et japonais, s'étant mis en communication, estiment qu'il est nécessaire que chacun agisse en vue de protéger les intérêts généraux en Extrême-Orient visés par l'alliance anglo-japonaise et notamment l'indépendance et l'intégrité de la Chine.

Il est entendu que l'activité japonaise ne s'étendra pas, dans l'Océan Pacifique, au delà des mers de Chine, sauf, toutefois, en ce qui concerne les mesures nécessaires à la protection des lignes de navigation japonaises dans le Pacifique, ni au delà des eaux asiatiques à l'ouest des mers de Chine, ni dans tout autre territoire étranger en dehors de celui occupé par l'Allemagne sur le continent de l'Asie orientale.

### Une déclaration de M. Wilson

LONDRES, 18 août (Dépêche de l'Information). — On télégraphie de Washington à l'Exchange Telegraph:

« Le président Wilson a déclaré qu'il croyait que le Japon, comme il en a donné l'assurance, n'a pas l'intention d'acquiescer de nouveaux territoires. »

« M. Wilson s'est refusé à faire toute autre déclaration au sujet de l'ultimatum du Japon. »

### La réunion du Conseil de la Défense nationale

Le conseil de la défense nationale s'est réuni hier matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

M. Messimy, ministre de la Guerre, a fait part à ses collègues des nouvelles qu'il avait reçues sur les opérations militaires qui se poursuivent dans les meilleures conditions pour le succès de nos armes.

M. Malvy a communiqué les rapports qu'il avait reçus de M. Mirmann, le nouveau préfet de Meurthe-et-Moselle, sur les atrocités commises par les troupes allemandes.

## “D'une façon générale nous avons obtenu des succès importants”

Général JOFFRE.

(Communiqués officiels)

Le ministre de la Guerre a reçu du commandant en chef le télégramme suivant:

Grand quartier général des armées de l'Est, 18 août, 9 h. 15.

Pendant toute la journée d'hier, 17 août, nous n'avons cessé de progresser en Haute-Alsace. La retraite de l'ennemi s'effectue de ce côté en désordre. Il abandonne partout des blessés et du matériel.

Nous avons conquis la majeure partie des vallées des Vosges sur le versant d'Alsace, d'où nous atteindrons bientôt la plaine.

Au sud de Sarrebourg, l'ennemi avait organisé devant nous une position fortifiée solidement, tenue avec artillerie lourde.

Les Allemands se sont repliés précipitamment dans l'après-midi d'hier. Actuellement, notre cavalerie les poursuit. Nous avons, d'autre part, occupé toute la région des étangs jusque vers l'ouest de Fœntrange.

Nos troupes débouchent de la Seille, dont une partie des passages ont été évacués par les Allemands. Notre cavalerie est à Château-Salins.

Dans toutes les actions engagées au cours de ces dernières journées, en Lorraine et en Alsace, les Allemands ont subi des pertes importantes.

Notre artillerie a des effets démoralisants et foudroyants pour l'adversaire.

D'une façon générale, nous avons donc obtenu, au cours des journées précédentes, des succès importants et qui font le plus grand honneur à la troupe, dont l'ardeur est incomparable, et aux chefs qui la conduisent au combat. — Signé: JOFFRE.

### LA GUERRE AÉRIENNE

## Trois bombes sans résultat sur Lunéville

Hier matin, un monoplane allemand, arborant les couleurs françaises, a laissé tomber d'une hauteur d'environ 1.500 mètres trois bombes sur Lunéville.

Ces projectiles sont tombés dans le jardin public sans causer aucun accident de personne.

Les dégâts matériels sont insignifiants.

### Un aviateur allemand est tué Un autre est fait prisonnier

Près de Dinant, nos troupes ont abattu un avion allemand; le pilote a été tué, l'observateur prisonnier; l'appareil est intact.

### LA CRÉDULITÉ GERMANIQUE

## Quelques soldats faits prisonniers en Lorraine se croyaient dans le sud de la France

Tout un courrier écrit par des soldats à leurs familles a été saisi au cours des opérations heureuses qui nous ont conduits en Lorraine. Badonviller, d'où proviennent la plupart de ces lettres, est à quelques kilomètres de la frontière. Un soldat écrit: « Nous avons déjà fait 60 kilomètres en France. » Un autre écrit: « A la fin du mois, nous serons à Paris. » Un troisième: « Nous voilà dans le sud de la France. »

Autre trait: Les injures contre les troupes françaises: « Quand les Français approchent des Allemands, ils filent aussitôt. » Ou encore: « Les Français sont des lâches. »

Il est assez fréquent de constater que les soldats qui écrivent cela appartiennent aux corps qui, depuis quatre jours, reculent devant nous sans arrêt.

La grosse préoccupation, c'est de manger et de boire. « On n'a pas besoin d'argent; on prend, tout simplement. » Voilà la méthode; elle se précise ainsi: « Ce monsieur le Français ne veut pas donner ou nous fait grise mine, nous lui mettons le revolver sous le nez; nous faisons cela volontiers, afin qu'il sache que les Allemands sont là. »

Grâce à ce système, les Allemands ne manquent de rien: « Avant de brûler le village, nous avons emporté tout ce qui était mangeable ou buvable. »

Un autre écrit: « La première ville rencontrée

après la frontière a été complètement détruite, c'est un spectacle à la fois triste et agréable. »

Tous les Français (civils) sont fusillés s'ils ont seulement la mine suspecte ou malveillante. « On fusille tout. » « Les hommes et même les jeunes garçons non encore adultes. »

Une autre note: « J'ai vu passer trois convois de paysans français prisonniers; tous seront fusillés. »

Autre lettre: « Nous avons fusillé des habitants de quatorze à soixante ans. » « On en a abattu trente pièces (trente stuck). »

Dans vingt autres lettres reviennent constamment les phrases: « Tout a été fusillé », « On tue tout », « On n'a pas laissé un habitant vivant, sauf les femmes. »

Cette fureur est, dans presque toutes ces lettres, motivée par l'accusation que les habitants civils ont tiré sur les troupes allemandes et que le gouvernement français leur a fait distribuer des armes et des munitions. Tout le monde sait que cela est faux, même en Allemagne.

Nous avons cité déjà le carnet de notes de cet officier allemand écrivant: « Nous disons que ce sont les habitants qui ont tiré, mais ce sont des douaniers et des forestiers. »

De ce même courrier, on peut retenir la constatation suivante: nombre de réservistes allemands sont morts de chaleur sur les routes et le régiment bavarois engagé dans cette région a subi des pertes colossales. Le maire et les notables de Blamont avaient été condamnés à mort par les Allemands.

Quand nos troupes sont entrées l'autre nuit à Blamont, elles ont trouvé sur les murs des affiches annonçant que, le lendemain matin, le maire et les notables du pays seraient fusillés. Notre arrivée rapide et le désordre de la retraite allemande leur ont sauvé la vie.

## Une automobile française aurait traversé toute l'Allemagne avec... un milliard

Le carnet de notes d'un officier de réserve de cavalerie allemande tué dans un des derniers engagements a été dépouillé. La puerile crédulité qu'il révèle est déconcertante. L'officier note gravement qu'une automobile française a traversé l'Allemagne pour porter un milliard en Russie, mais qu'on connaît sa route et qu'on l'arrêtera.

Il enregistre avec réserve la nouvelle de l'incendie de Paris; mais l'assassinat de M. Poincaré est, d'après lui, certain. Il enregistre également la prise de Varsovie par les troupes allemandes.

On demeure confondu de voir un homme cultivé aussi naïvement accessible à d'absurdes racontars.

Les carnets de soldats examinés sont peu intéressants. Toujours au premier plan, la question de nourriture. Plus loin un soldat note qu'un avion a été descendu à coups de fusil à Mannheim. Aucun avion français n'ayant survolé Mannheim, il en résulte que, si le soldat dit vrai, c'est sur un de leurs appareils que les Allemands ont tiré.

Le carnet de l'officier et ceux des soldats notent, chemin faisant, d'innombrables arrestations d'espions et d'otages. Pour eux, il semble que soit tout un; ils sont invariablement fusillés.

On a l'impression générale d'une démoralisation se muant en sauvagerie. Les sources et les farines empoisonnées trouvent une grande place dans ce récit et, de page en page, revient la même conclusion: on a fusillé les médecins, on a fusillé les meuniers.

### Le kronprinz serait blessé

### Le kaiser serait à son chevet

A La Haye, le bruit circule avec persistance que le kronprinz serait grièvement blessé et se trouverait actuellement à Aix-la-Chapelle, où, d'après des informations de source allemande, l'empereur d'Allemagne se serait rendu de son côté. (Officiel.)

### Le général von Emmich est tué

### Le général von Marwitz le remplace

Le correspondant du Daily Mail à Copenhague télégraphie que les journaux allemands reçus dans la capitale danoise confirment la nouvelle de la mort du général von Emmich, commandant en chef de l'armée allemande opérant en Belgique.

D'autre part, on prétend que le général se serait suicidé à la suite de son échec devant Liège.

Il est remplacé à la tête des troupes par le général von Marwitz, inspecteur général de la cavalerie.



## L'Espagne va préciser son attitude dans le conflit européen

**Alphonse XIII aura d'importants entretiens avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre.**

MADRID, 18 août (Dépêche particulière d'« *Excelsior* »). — Dans l'Espagne entière on suit avec une anxiété fébrile la marche des hostilités. Officiellement, l'Espagne est neutre; mais la foule, la masse, espère le triomphe de la Triple Entente. Seule, une minorité germanophile, recrutée parmi les intellectuels, escompte le triomphe de l'Allemagne.

Si ce n'était que l'Espagne est épuisée par la guerre du Maroc, qui depuis 1909 exige incessamment des hommes et des millions, la nation aurait demandé à grands cris et sans délai à prendre une part active dans la guerre mondiale. Le gouvernement de M. Dato sait que l'opinion se refuse à de nouveaux sacrifices, et il adopte une attitude discrète.

Le roi est revenu à Saint-Sébastien avec son premier ministre et le ministre d'Etat. Ce voyage a une importance exceptionnelle, parce qu'il y aura des conversations intéressantes où interviendront en première ligne les ambassadeurs de France et d'Angleterre; de ces entretiens sortiront des résolutions jusqu'à ce jour légèrement ébauchées.

Augmentera-t-on les contingents espagnols au Maroc? La première réserve sera-t-elle mobilisée? Parlera-t-on des bases navales? Toujours est-il que c'est sur les instances de l'Espagne que l'Angleterre a permis l'exportation de charbons anglais vers des ports espagnols. — LOUIS DU TRÉSOR.

## La situation de l'armée belge demeure excellente

BRUXELLES, 18 août (Dépêche Havas). — La situation est toujours excellente pour l'armée belge.

Sans qu'il soit possible d'indiquer la situation des troupes, on peut affirmer que toute incursion vers Bruxelles semble définitivement arrêtée.

Aucune troupe ennemie n'est signalée aux environs de Landen. A Landen même, il n'y a aucun Allemand. De la cavalerie allemande cantonnée dans la région de Gembloux, mais aucun mouvement de troupes n'est signalé dans les environs. (Officiel.)

La Dernière Heure dit qu'une patrouille de cavalerie allemande, composée de hussards, de dragons et de uhlans, au nombre d'une trentaine, détachée de la cavalerie qui occupe les environs de Tessenloot, apparut, vers 3 h. 30 de l'après-midi près de Diest. Elle fut accueillie à coups de fusil par les troupes belges qui tuèrent deux hussards. Les autres s'enfuirent.

Suivant le même journal, des engagements ont eu lieu entre des reconnaissances de cavalerie allemande et de cavalerie belge. Les Belges restèrent partout maîtres du terrain.

Suivant le Peuple, dimanche, vers 5 h. 30, une centaine de hussards firent irruption dans le bureau du chef de gare de Gembloux, où, après en avoir expulsé le chef de gare qui ne voulait pas leur obéir, ils saccagèrent tout; ils firent ensuite sauter les rails des voies principales.

## Ils ne connaissent pas les prisonniers de guerre

BRUXELLES, 18 août. (Dépêche Havas). — Le Soir dit qu'un sergent belge, au cours d'une conversation avec un officier allemand prisonnier, a recueilli de la bouche de ce dernier l'aveu que les Allemands ne connaissent pas les prisonniers de guerre.

Le sergent lui demanda si les prisonniers étaient fusillés. L'officier garda le silence.

Le Soir dit que l'individu arrêté, il y a quelques jours, comme chef avéré de l'espionnage allemand à Bruxelles, est le fameux Peter Theisen, qui a été mêlé à plusieurs affaires d'espionnage retentissantes.

## Ils ne connaissent pas davantage les blessés

BRUXELLES, 18 août (Dépêche Havas). — Le comité d'enquête de l'observation des lois de la guerre signale que le 12 août, après le combat de Haalen, les Allemands ont achevé à coups de revolver dans la bouche le commandant Van Damne, qui était grièvement blessé.

Le 9, à Orsmael, ils avaient achevé le commandant Knapen, déjà blessé.

Les Allemands ont tiré sur des ambulanciers, sur des médecins et sur des voitures d'ambulance;

## SUR LA FRONTIÈRE RUSSE

### Tous les engagements tournent en faveur des Russes

(Communiqué officiel)

L'état-major russe télégraphie que la mobilisation s'est effectuée dans un ordre parfait. Jusqu'au 14 août, l'ennemi n'a pu s'avancer que jusqu'à la ligne Wloslawsk-Sieratz-Novorodonsk-Andrew; le reste de la ligne n'a pas été franchi. Au contraire, plusieurs localités du territoire ennemi ont été occupées par des détachements avancés.

Le succès de tous les engagements avec l'ennemi a été exclusivement en faveur des Russes et il y a été fait plusieurs centaines de prisonniers.

Sur la côte maritime et en Finlande, tout est calme.

### UN AÉROPLANE ALLEMAND DETRUIT EN RUSSIE

Un aéroplane allemand a été détruit par les Russes près de Samno et 4 officiers aviateurs ont été tués.

### Des régiments autrichiens se mutinent

(Communiqué officiel)

La mobilisation autrichienne ne s'effectue pas avec l'élan patriotique et l'ordre qui ont caractérisé la nôtre et provoqué l'admiration générale.

Il se confirme, en effet, que de nombreux soldats tchèques ont été fusillés à Prague, et on annonce, de source sûre, que, dans la nuit du 9 au 10 août, un régiment serbe du 15<sup>e</sup> corps s'est soulevé et qu'un régiment d'infanterie se serait également mutiné en Bohême.

## Le tsar arrive à Moscou avec la famille impériale

Moscou, 17 août (Dépêche Havas). — A leur arrivée à la gare de Moscou, le tsar et la famille impériale ont été reçus par le maire et les représentants de la ville. Le maire, en saluant les souverains, a dit :

Aucune épreuve ne peut intimider le peuple russe qui, uni avec son monarque, sortira renoué de la grande lutte pour entrer dans le temple de la gloire et de la paix.

Une multitude immense couvrait la place de la Gare et les rues avoisinantes. Elle a acclamé frénétiquement la famille impériale pendant que les équipages traversaient lentement, au son des cloches de toutes les églises de Moscou, la ville, richement pavisée et ornée avec une magnificence exceptionnelle.

Sur le passage du cortège impérial, le clergé sortait des églises avec les bannières sacrées.

### Un appel du grand-duc Nicolas

SAINT-PÉTERSBOURG, 18 août (Dépêche Havas). — L'appel suivant a été adressé par le généralissime grand-duc Nicolas au peuple russe de Galicie :

Frères, le jugement de Dieu est pour les chrétiens qui font preuve de patience et d'abnégation.

Le peuple russe de Galicie languissait depuis des siècles sous le joug étranger; mais ni la flatterie, ni les persécutions ne pouvaient briser en lui l'espoir de la liberté.

Comme un torrent grossi par l'orage emporte les rochers qui lui font obstacle pour aller se confondre avec la mer, de même, il n'y a pas de force capable d'arrêter le peuple russe dans son élan vers l'unité. Qu'il n'existe plus de Russie subjuguée.

Que le pays formant l'héritage de saint Vladimir, le patrimoine de Yaroslav Osmomysl, des princes Danilo et Roman, rejette le joug, et qu'il lève la bannière de la Russie unifiée, grande et indivisible. Que se manifeste la providence de Dieu qui a béni l'œuvre des grands hommes qui ont travaillé à l'unité de la Russie.

Que Dieu aide son oint, l'empereur Nicolas de toutes les Russies pour achever l'œuvre commencée par le grand-duc Ivan.

Lève-toi, fraternelle Russie galicienne qui as tant souffert. Lève-toi à l'arrivée de l'armée russe. Pour vous tous, frères qui serez délivrés, il y aura place au sein de la mère Russie.

### 21 uhlans faits prisonniers

BRUXELLES, 18 août (Dépêche Havas). — Le Soir dit qu'un piquet de gardes civiques qui gardait la voie du chemin de fer, près de Bost, ayant aperçu des uhlans, fit feu sur le groupe; aussitôt, les uhlans jetèrent leurs armes à terre; 21 d'entre eux, dont deux officiers, ont été faits prisonniers.

## La mobilisation

Aujourd'hui mercredi 19 août, 18<sup>e</sup> jour.  
Demain jeudi 20 août, 19<sup>e</sup> jour.

Ayuntamiento de Madrid

## LES SAUVAGES CONTINUENT

### Ils assassinent les femmes les vieillards et incendient les villages

M. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle a adressé au ministre de l'Intérieur un rapport duquel il résulte que des actes d'une sauvagerie révoltante continuent à être commis par les Allemands :

J'ai visité aujourd'hui dix communes des cantons de Badonviller, Cirey et Blamont (arrondissement de Lunéville). Il m'est impossible de citer tous les actes de sauvagerie que j'ai constatés. Je vais en faire dresser une longue liste : des femmes, des jeunes filles, des vieillards ont été assassinés sans aucune raison, sans le moindre prétexte.

A Badonviller, par exemple, onze personnes ont été assassinées, parmi lesquelles la femme du maire; 78 maisons ont été incendiées avec du pétrole et des cartouches spéciales mises à la main. Après le pillage de la ville, l'église a été canonnée et démolie de fond en comble dans des conditions spéciales que j'indiquerai dans un rapport ultérieur; 15 otages, dont le juge de paix, ont été emmenés le 13 au matin; ils ne sont pas encore revenus; lors de mon passage dans le pays, on n'en avait aucune nouvelle.

A Bréménil, 5 personnes ont été assassinées. Un vieillard de soixante-quatorze ans a été tiré comme un lapin tandis que, fuyant sa maison incendiée, il cherchait refuge à l'église. Un homme qui gardait le lit par suite d'une chute grave à bicyclette survenue il y a quinze jours, a été brûlé dans sa maison avec sa mère, âgée de soixante-quatorze ans; on a retrouvé leurs restes. Le maire est blessé; une balle lui a traversé l'épaule. On l'a transporté à Cirey, où j'ai été le saluer.

La petite commune de Parux est un monceau de ruines. Presque toutes les maisons ont été incendiées non par les boulets pendant le combat, mais par les soldats dès leur arrivée, sans sommation, sans avis, avec des cartouches spéciales. Quatre hommes ont été assassinés, deux autres ont disparu, dont un enfant, probablement brûlé dans sa maison.

A Blamont, trois victimes, dont une jeune fille, tuée comme une perdrix au champ. Une grande chocolaterie, appartenant à un sujet suisse, a été saccagée et pillée; les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de mille francs. Au spectacle des atrocités commises, M. Colin, professeur au lycée Louis-le-Grand de Paris, en villégiature dans cette commune, dit à un jeune lieutenant : « Vous n'avez donc pas de mère! » Le misérable lui répondit : « Ma mère n'a pas fait de cochon comme toi. » Douze otages, dont le curé et le buraliste, ont été emmenés jusqu'à la frontière. Ils sont revenus à Blamont.

En présence de ces actes d'une odieuse sauvagerie, les maires lorrains témoignent d'un sang-froid et d'une fermeté admirable. L'un d'eux, N. Benoit, maire de Badonviller, a connu en une journée tragique toutes les douleurs; sa maison de commerce a été brûlée, sa femme assassinée; avec un courage admirable, il n'a cessé de veiller à la protection des intérêts de sa commune, sans un instant de repos, sans une minute de défaillance, en soutenant les forces morales de tous.

Et le lendemain de ces malheurs, les Allemands ayant évacué Badonviller, un prisonnier allemand fut amené au village. La population frémissante des atrocités subies, entourait et menaçait le prisonnier. Le maire Benoit s'interposa, rappela le respect dû à tout prisonnier ennemi et lui sauva la vie.

### Une récompense méritée

Le gouvernement a décidé hier de donner à ce maire héroïque la récompense qu'il avait si bien méritée. Sur la proposition du ministre de l'Intérieur, et sur un avis favorable du Conseil national de la Légion d'honneur, le président de la République a signé le décret qui confère à M. Benoit la croix des braves. Jamais le ruban rouge n'aura été mieux placé que sur la poitrine de ce citoyen français qui a donné, en des heures terribles, un si haut exemple d'énergie et de grandeur d'âme.

### Un fils de l'empereur présidait aux massacres de Badonviller

Une dame de la Croix Rouge, qui a assisté à l'arrivée des Allemands, a confirmé l'incendie de Badonviller. Cette dame raconte qu'avant son départ 84 maisons ont été brûlées. Une femme et un nouveau-né ont été fusillés. Un des fils de l'empereur est venu à Badonviller.

Il a dit aux troupes : « Les Français sont des sauvages. Frappez fort et faites des exemples. » Les blessés ont été laissés sur une pelouse sans nourriture. Un officier, à qui une infirmière en faisait la remarque, a répondu : « Moi non plus, je n'ai pas mangé »



## "MAGIC CITY" CHAMP DE MANŒUVRES ANGLAIS



LA SIGNATURE D'UN ENGAGEMENT



LA MARCHE PAR QUATRE



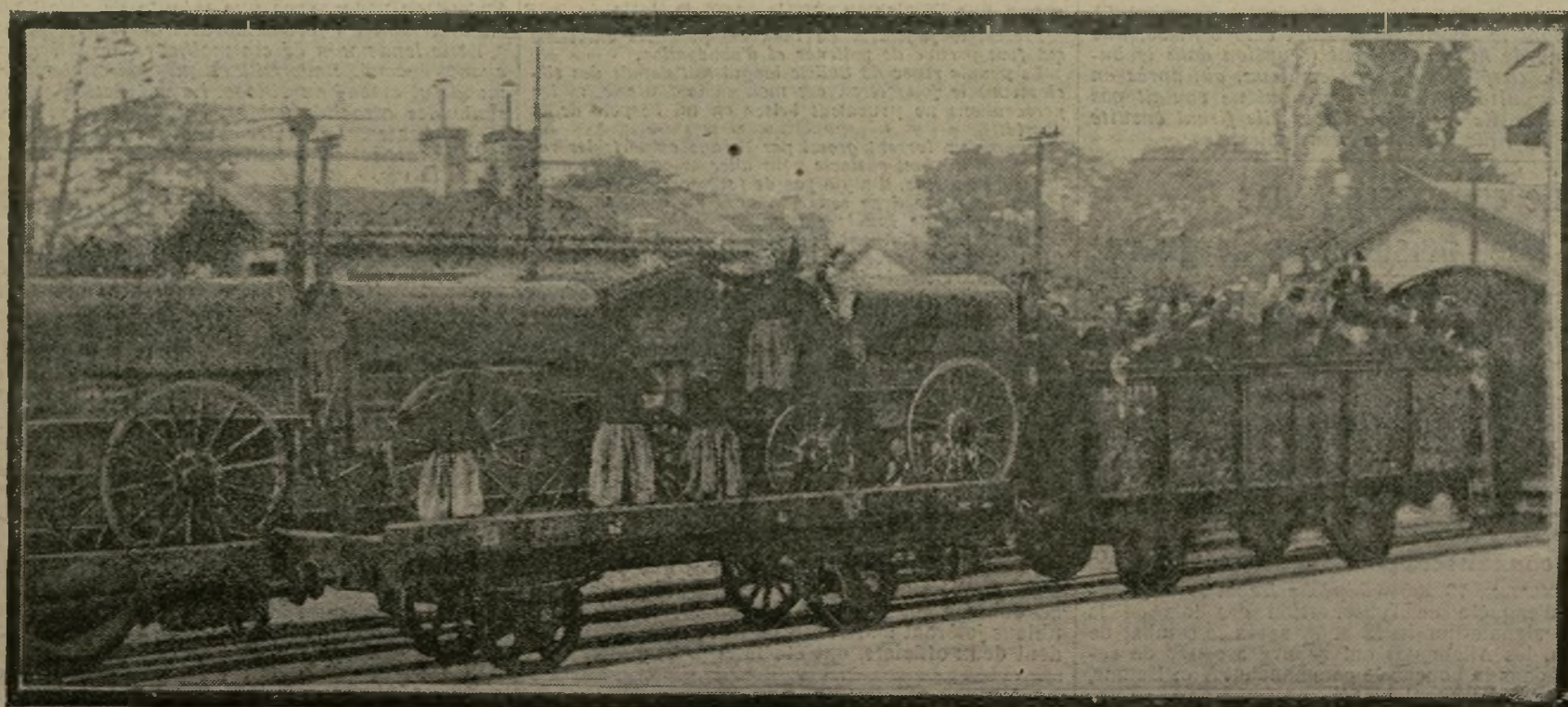
LA MARCHE SUR DEUX RANGS



LA VISITE DE SANTÉ

Un grand nombre d'Anglais, qui ont contracté un engagement pour la durée de la guerre, se rendent chaque jour à Magic-City, où ils suivent des cours de gymnastique et d'instruction militaire. Une revue générale de ce corps de volontaires a eu lieu il y a quelques jours.

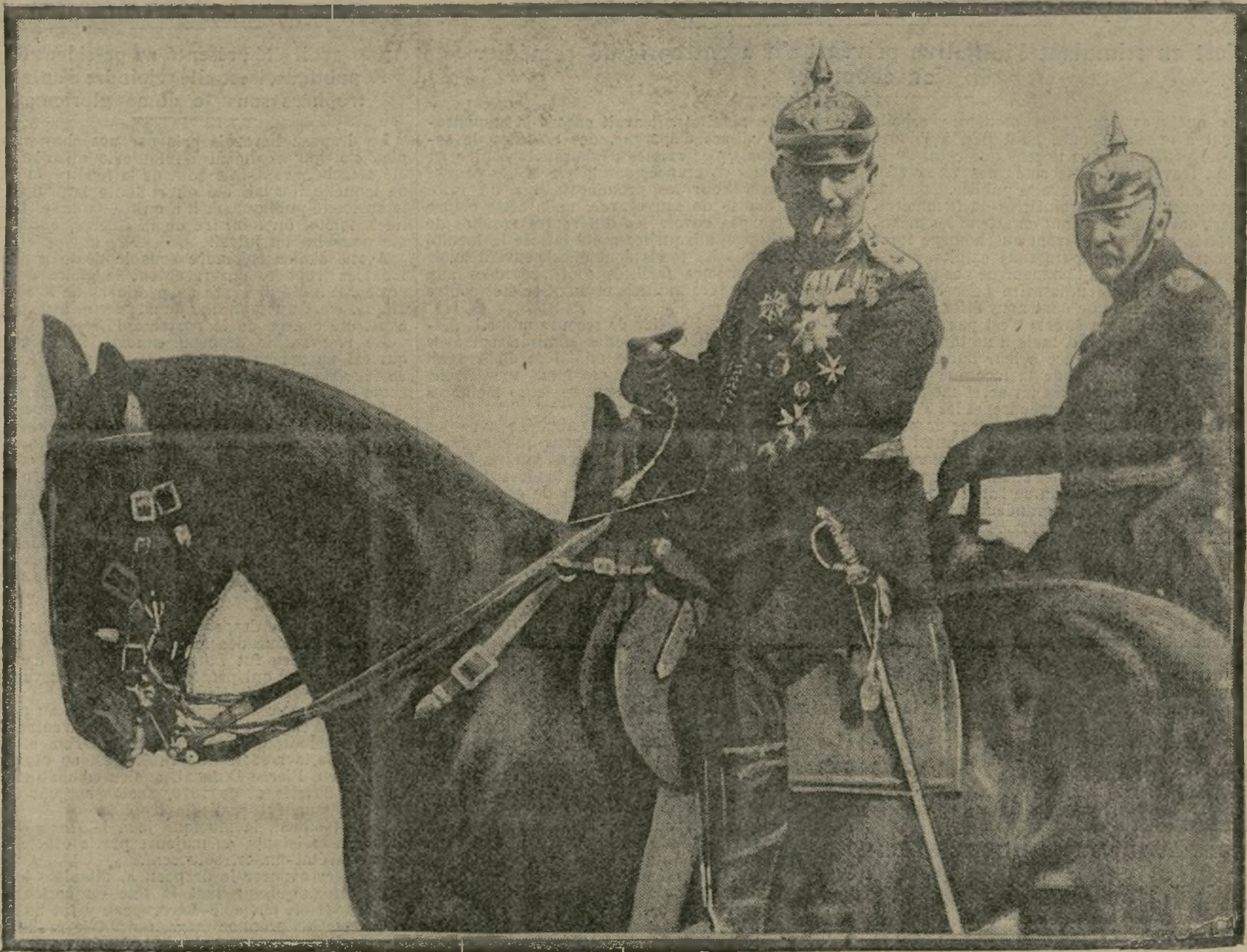
## LES ZOUAVES S'EN VONT EN CHANTANT !



Entassés pêle-mêle dans un train de marchandises, ces zouaves passèrent hier près de Paris, se dirigeant vers la frontière. Il suffira d'examiner cette photographie pour se rendre compte que la perspective d'aller au feu ne les avait pas rendus moroses...



## GUILLAUME II ET LE GÉNÉRAL DE MOLTKE



Ce cliché, pris au cours des dernières grandes manœuvres allemandes, montre le kaiser et son généralissime le général de Moltke, chef d'état-major général de l'armée allemande.

## UN DÉPART DE TROUPES, EN ECOSSE



Partout, en Angleterre, le départ des troupes pour le continent a suscité le plus vif enthousiasme. Cette photographie, prise à Dumfries (Ecosse), représente le départ des « King's Own Scottish Borderers ».

(Phot. Loyau.)

Ayuntamiento de Madrid



# Le Ministre du Travail favorise la reprise de la vie économique

C'est en stimulant l'initiative privée qu'il a entrepris de remédier au chômage.

Depuis quelques jours, les meilleurs esprits s'accordent à constater qu'il n'est pas, à l'heure actuelle, de problème plus urgent que celui de la reprise du travail. De tous côtés des vœux sont transmis à cet effet aux pouvoirs publics. Tous les yeux se tournent vers les ministres du Commerce, du Travail, des Finances, dont on attend les mesures libératrices qui arracheront au chômage forcé les inamovibles travailleurs sans emploi.

Disons tout de suite, à l'honneur de nos gouvernants qu'ils ont fait le nécessaire pour conjurer la grave crise économique dont nous étions menacés. Le résultat de leurs efforts n'est pas toujours immédiatement perceptible, mais il ne tardera pas à se faire sentir; déjà, grâce à leur haute intervention, bien des rouages de la machine recommencent à fonctionner; après un arrêt momentané, l'activité nationale va reprendre, et les 35 millions de Français qui n'ont pas l'honneur de prendre les armes pourront du moins servir aussi leur pays, l'outil à la main; pour être moins glorieuse que celle qui s'accomplit sur les champs de bataille, l'humble besogne de l'usine ou de l'atelier a également son utilité, partant, sa grandeur.

## PAS D'ATELIERS NATIONAUX

Parmi ceux à qui incombe la tâche de ressusciter la vie économique un instant paralysée, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a pris à cœur de hâter ce réveil. Avec un bon sens, une clairvoyance et une modestie dont on ne saurait trop le louer, il a voulu que son rôle consistât uniquement à stimuler l'initiative privée.

Il aurait pu créer des ateliers nationaux dont l'ouverture aurait été une sorte de succès personnel, mais dont le fonctionnement, au lieu de rétablir le cours normal des affaires, aurait été à l'encontre du but qu'il se proposait. Très sagement, il s'est borné à agir pour ainsi dire dans la coulisse, en intervenant auprès des chefs d'industrie pour les encourager à se remettre au travail et pour les aider à surmonter les obstacles auxquels ils pourraient se heurter.

## COMMENT A ETE STIMULEE L'INITIATIVE PRIVEE

Cette action, aussi efficace que discrète, s'est tout d'abord exercée par des visites à domicile. Tous les inspecteurs du travail qui n'étaient pas mobilisés ont été envoyés d'usine en usine avec la mission d'inciter les chefs d'établissements à rouvrir leurs portes et de leur indiquer où ils pouvaient trouver le personnel qui leur manquait. Lorsqu'ils étaient aux prises avec des difficultés d'ordre administratif ou militaire, ces difficultés ont été aplanies par les soins du ministre du Travail ou de ses dévoués collaborateurs. C'est ainsi qu'entre autres questions épineuses ont été heureusement résolues à la satisfaction générale, après celle du pain de fantaisie, celle de l'heure de la fermeture des restaurants. Grâce à la haute entremise du ministre du Travail, la préfecture de police a accompli ce miracle d'assurer l'ordre sans mécontenter personne.

Après cette première action à domicile, M. Couyba a entrepris une œuvre tout aussi utile en réunissant, dans des conférences, les chefs des différentes industries, qu'il a consultés sur les causes de la crise. D'un avis unanime, c'est le crédit, c'est le fameux moratorium qui a été dénoncé comme le principal obstacle à la reprise du travail. Aussitôt, des vœux tendant à atténuer les rigueurs du moratorium ont été transmis aux ministres de l'Intérieur et des Finances, et la plupart d'entre eux ont été exaucés par le décret du 9 août.

## LA QUESTION DES TRANSPORTS

Ce premier résultat atteint, le ministre du Travail et ses collaborateurs se sont préoccupés de la question des transports. Dès le 5 août, ils avaient insisté auprès de l'administration des chemins de fer pour obtenir le rétablissement, au moins partiel, des transports en commun, notamment pour le charbon et les matières premières. Le service du camionnage à l'intérieur de Paris a également appelé leur sollicitude; ils ont obtenu du gouvernement militaire que toutes les voitures réquisitionnées restassent à la disposition des industriels, aux heures où elles ne seraient pas employées pour les besoins de l'armée; ils ont en outre organisé un service de transports en commun, dans lequel ont été versés les chevaux réformés, les camions non réquisitionnés, les triporteurs et tous les véhicules disponibles. Il est inutile de faire ressortir les avantages qu'une pareille organisation présente pour le commerce parisien.

## L'ENCOURAGEMENT AU CREDIT

Mais la tâche du ministre du Travail ne s'est pas bornée à ces diverses initiatives, pourtant si

fécondes en résultats. Il avait encore la responsabilité des caisses d'épargne, des Sociétés de secours mutuels, des caisses d'assurances contre les accidents, des assurances sur la vie et des caisses de chômage. Pour les premières, il a dû faire jouer la clause de sauvegarde, mais cette clause ne s'exerce pas envers les différentes sociétés de la Croix Rouge, auxquelles a été laissée la faculté de retirer tous les fonds dont elles peuvent avoir besoin; les mêmes facilités sont accordées aux Sociétés de secours mutuels et aux Sociétés contre le chômage.

On sait que les Sociétés de secours mutuels disposent de fonds libres, qu'elles administrent avec une prudence excessive. Le ministère du Travail les a encouragées à utiliser ces fonds sous forme de secours exceptionnel à ceux de leurs membres qui en feraient la demande.

D'actives négociations sont entamées avec les sociétés d'assurances sur la vie pour qu'elles facilitent l'assurance contre le risque de guerre. Enfin, des caisses de chômage vont être fondées dans les grandes villes, et l'Etat modifiera de ses propres deniers, et dans la proportion de 33 0/0, les versements et allocations distribués aux chômeurs par les caisses syndicales déjà existantes.

## LES GRANDS MAGASINS ASSURENT L'EXISTENCE DE TOUT LEUR PERSONNEL

Ce n'est pas tout. Dans le but de maintenir en activité le plus grand nombre d'établissements possible, le ministre du Travail a fait obtenir aux usines et à toutes les industries intéressant la défense nationale, toutes les facilités désirables. Il s'est entremis pour que les bureaux de placement continuent à fonctionner, pour que l'administration de la guerre assure, d'accord avec les chambres syndicales de l'aiguille, une répartition équitable du travail, pour que les grands magasins conservent la totalité de leur personnel, en l'occupant au besoin par demi-temps, c'est-à-dire soit par roulement, soit par demi-journées. Le Louvre et le Bon Marché ayant répondu à cet appel, les autres établissements similaires se sont, à leur tour, engagés à les imiter: les employés congédiés recevront une allocation qui leur permettra de vivre, et même de bien vivre; quant aux familles des mobilisés, leur existence est largement assurée.

Non content de ces résultats si appréciables, M. Couyba s'est encore préoccupé du rapatriement des provinciaux sans travail: les Compagnies de chemins de fer offrent la moitié du voyage, les sociétés d'origineurs le quart; il ne reste plus qu'un quart à trouver. Il se trouvera. On a résolu des problèmes plus difficiles.

Telle est l'œuvre patiemment accomplie par le ministre du Travail, qui n'en revendique nulle part d'honneur, bien qu'il n'ait nullement ménagé sa peine. Il ne veut être que le moteur qui communique la vie à toute la machine. La satisfaction qu'il aura de la voir marcher sera toute la récompense qu'il ambitionne. — A. A.

## C'est le curé de Moyenvic et non de Moineville qui fut fusillé

La Semaine religieuse de Nancy signale que c'est par suite d'erreur de transmission que l'abbé Gillet, curé de Moineville, en ce diocèse, a été mentionné comme fusillé par les Allemands aussitôt le début des hostilités.

On a lu « Moineville » pour « Moyenvic » et il s'agissait de l'abbé Hennequin, ancien curé de Moyenvic, curé de Marthil, au diocèse de Metz, qui fut fusillé à Moyenvic par les Allemands, tout au début des hostilités.

## Aux abonnés et aux lecteurs d'« Excelsior »

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous avons pu assurer le service régulier de nos abonnés, sauf pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bosnie, l'Herzégovine, le Luxembourg et certains pays d'outre-mer. Si quelques retards se produisaient, ils seraient dus à des cas de force majeure et nous sommes, bien entendu, à la disposition de nos abonnés pour leur renvoyer les numéros qu'ils n'auraient pas reçus.

D'autre part, nous nous sommes préoccupés de réunir le plus de collections possible des numéros parus depuis le début de la guerre, collections que nous continuerons de former pendant toute la durée des hostilités. Ceux de nos lecteurs habituels qui n'auront pas pu se procurer « Excelsior » pendant cette période pourront donc se procurer tous les numéros parus depuis le 1<sup>er</sup> août. L'ensemble de cette collection formera la plus précieuse des documentations illustrées sur tous les événements de la guerre de 1914.

# Le drapeau allemand est aux Invalides

Après avoir été présenté au président de la République, il est allé rejoindre d'autres trophées sous le dôme glorieux.

Le drapeau bavarois pris par nos chasseurs à pied au 132<sup>e</sup> régiment d'infanterie allemande a été détaché, avant-hier soir, de la fenêtre du haut de laquelle il avait été offert toute la journée à la curiosité publique, et il a quitté, pour les Invalides, l'hôtel du ministre de la Guerre, qui avait été pour lui un pilori.

Avant d'aller rejoindre sous le dôme glorieux tous les trophées qui racontent la gloire de nos armes, il a été présenté au président de la République. C'est un capitaine de chasseurs à pied qui avait été chargé de le porter à l'Elysée.

En recevant le drapeau ennemi, M. Poincaré, qui est un ancien capitaine de chasseurs à pied, se félicita de ce que ce fût un bataillon de chasseurs qui eût enlevé le premier drapeau allemand.

Après avoir passé la nuit au palais présidentiel, le drapeau a été remis, hier matin, à 8 h. 30, à une compagnie de la garde républicaine, qui l'a porté aux Invalides. Ce fut une cérémonie émouvante, au possible; mais, en raison de l'heure matinale, elle n'avait attiré qu'une foule restreinte.

Par l'avenue Marigny, l'avenue Nicolas-II et le pont Alexandre-III, le cortège gagna l'Esplanade des Invalides, où des fusiliers marins faisaient l'exercice; le repos fut ordonné, nos braves marseillais purent se mêler aux curieux qui se pressaient sur le passage de l'emblème ennemi conquis par nos soldats.

A 9 heures, le drapeau bavarois faisait son entrée dans la cour des Invalides.

La remise en fut faite solennellement dans la cour d'honneur qui précède la chapelle, devant la statue en bronze de Napoléon.

Les dix derniers invalides hospitalisés au palais se tenaient en haut des marches. Neuf d'entre eux étaient porteurs de leur lance-fanion. Tous étaient décorés de la médaille de 1870. C'est au dixième, leur doyen, Pierre Dumont, ancien combattant de Crimée, d'Italie et de 1870, ancien sergent d'infanterie, que fut remis le trophée.

A ce moment, la musique joua la Marseillaise. Tous les assistants, en majeure partie officiers et soldats d'état-major, saluèrent.

« Faites avancer le drapeau », dit alors le général Niox, qui, prenant la tête du cortège, se dirigea vers la chapelle. Le drapeau y fut fixé sur la galerie du premier étage, devant le grand orgue, et les soldats furent admis à défilé.

Le caractère à la fois simple et imposant de cette cérémonie a fait une profonde impression sur les personnes privilégiées qui purent y assister.

## Les adieux de M. Venizelos à la mission militaire française

La mission militaire française en Grèce a dû, comme on le sait, être rappelée en France en raison des événements actuels. Le gouvernement hellénique a voulu manifester officiellement, à cette occasion, l'estime dans laquelle il tenait l'œuvre accomplie par les membres de cette mission, et le président du Conseil a adressé au chargé d'affaires de France la lettre suivante:

ATHÈNES, 22 juillet (4 août). — Le désir du gouvernement de voir rentrer d'urgence les officiers français détachés au service du gouvernement hellénique est, dans les présentes conjonctures, trop légitime pour que le gouvernement royal puisse songer à retarder le moment où ces vaillants soldats répondront à l'appel de leur patrie bien-aimée.

Le gouvernement royal n'en éprouve pas moins de très vifs regrets à se séparer de ses précieux collaborateurs qui, durant tant d'années, et dans des circonstances particulièrement difficiles d'un récent passé, lui ont prodigué les preuves les plus éclatantes de leur valeur et de leur dévouement. Au moment où ils nous quittent, ce n'est un devoir très agréable de leur dire, au nom de S. M. le roi, du gouvernement royal et au mien, un grand merci. La nation hellénique tout entière gardera avec reconnaissance le souvenir impérissable des éminents services qu'ils lui ont rendus et des grands enseignements qu'ils ont donnés. Et comme l'œuvre durable qu'ils nous laissent est due autant à l'élan de leurs cœurs qu'aux ressources de leurs intelligences, notre gratitude trouvera toujours pour s'exprimer les formes de la plus sincère affection.

Si la reconnaissance de la Grèce pour votre grande et noble patrie avait besoin d'un nouveau ciment, elle le trouverait dans le concours que la France lui a généreusement prêté en lui envoyant la mission militaire. Néanmoins, ce sera un chaînon de plus — et non le moins précieux — pour la séculaire et immuable amitié que tant de souvenirs et d'intérêts communs ont créée et sans cesse développée entre nos deux pays.

Veuillez...

Signé: VENIZELOS.



## Le capitaine Mentrand est acquitté

Il était accusé de refus d'obéissance

Le deuxième conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris a jugé, hier après-midi, le capitaine Mentrand, du 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale, accusé de refus d'obéissance.

Suivant l'acte d'accusation, cet officier, après avoir passé devant un premier conseil de guerre qui l'avait acquitté, n'avait pas fourni son adresse à l'autorité militaire. Touché cependant par une première convocation, il n'avait pas obtempéré à l'ordre lui enjoignant de se présenter devant ses chefs. Arrêté par la suite et conduit à la prison du Cherche-Midi, il fut mis aux arrêts de forteresse. Après sa peine, on lui enjoignit de se rendre à Toulon, mais le capitaine n'obéit pas sur-le-champ à l'ordre donné. Les faits remontent au 20 juillet dernier.

Après l'interrogatoire de l'accusé, le commandant Caffé, commissaire du gouvernement, prononce son réquisitoire et demande au conseil de guerre de se montrer impitoyable envers un officier qui, à la veille d'une conflagration générale, a donné un si déplorable exemple d'indiscipline.

Le capitaine Mentrand présente sa défense lui-même. Il rappelle ses états de service : vingt ans de campagne aux colonies, ses blessures au feu, ses citations à l'ordre du jour de l'armée. « Je suis un soldat, dit-il, je sais mieux que quiconque la valeur de la discipline. Jamais je ne me déroberais à un ordre qui m'envierait face à l'ennemi. Je me suis battu pour mon pays sur tous les points du monde. »

Le capitaine Mentrand explique ensuite que, depuis quatorze ans, il poursuit la révision d'une punition qui lui avait été infligée à tort, selon lui, par un de ses chefs. Au moment où il allait obtenir gain de cause, on l'envoie à Toulon, d'où il devait partir pour les colonies. C'est pourquoi il avait refusé de partir.

Le défenseur de l'inculpé ajoute quelques mots et demande au conseil d'acquitter un officier dont les états de service montrent la bravoure et l'honneur et dont la place est à la tête d'une compagnie à la frontière.

Le capitaine Mentrand est acquitté.

## M. Messimy répond au fils de Garibaldi

M. Messimy, ministre de la Guerre, a adressé à M. Gustave Rivet, sénateur, président de la Ligue franco-italienne, la lettre suivante :

Paris, le 16 août 1914.

Monsieur le président,

Vous avez bien voulu, avec le bureau de la Ligue franco-italienne, me communiquer une noble lettre de Ricciotti Garibaldi offrant à la France son concours personnel et celui de nombreux volontaires disposés déjà à se grouper autour de lui.

Pour le moment, vous le comprendrez, je dois me borner à prendre acte de cette généreuse proposition ; mais, vous m'obligeriez, Monsieur le président, en transmettant à Ricciotti Garibaldi mes remerciements les plus vifs. Son offre me touche d'autant plus profondément que, comme tous les Français, je ne puis penser sans une sincère reconnaissance et sans une vive émotion, à celui qui, à des heures tragiques, vint, dans un bel élan, porter à la France l'appoint de son héroïsme. Le geste du fils rappelle dignement le geste du père.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération et de ma très cordiale amitié.

MESSIMY.

## Les communications téléphoniques rétablies entre Paris et Versailles

Par dérogation aux dispositions du décret du 31 juillet 1914, les communications téléphoniques privées sont autorisées entre tous les réseaux téléphoniques du département de Versailles, les postes téléphoniques rattachés à un réseau étant considérés comme en faisant partie, alors même qu'ils seraient situés sur une autre commune.

Les appels téléphoniques sont également autorisés entre ces mêmes réseaux ; il en est de même pour les messages téléphonés dans la limite où ces messages sont autorisés par l'article 28 du décret du 7 mai 1904.

Toutes les communications téléphoniques qui ne sont pas autorisées par le présent décret ni par celui du 31 juillet 1914, modifié par l'arrêté inséré au Journal officiel du 8 août, sont et demeurent interdites.

## Communiqués

Les Hellènes de France et d'ailleurs, qui voudraient contribuer par leur offrande à l'équipement de la légion des volontaires hellènes sont priés d'envoyer la somme qu'ils voudront bien souscrire, soit en numéraire, soit en chèque, à M. Sacilly, 17, rue Saint-Marc. (Les chèques au nom de M. C. Ralli, même adresse.) Leur nom sera publié au fur et à mesure dans les journaux français et grecs en signe de reconnaissance.

Le comité : E.-A. VALSAMACHI, MARINO DE LUSI, B. CHRYSOHOÏDES.

La maison Delangrenier, 19, rue des Saint-Pères, Paris, prévient sa clientèle que les événements n'ont pas interrompu la fabrication de sa spécialité : « Racahout des Arabes Delangrenier », aliment des enfants, des convalescents et des malades.

Elle continue également à livrer dans Paris en gros et en détail, et à expédier en province par colis postaux ; ses prix sont restés identiques : boîtes de 1 fr. 75, 3 fr. 25, 6 fr. 50 ; dans toutes les pharmacies et épiceries.

## Le Carnet de la Solidarité

Secours aux blessés

M. Emile Deutsch (de la Meurthe) vient de mettre à la disposition du comité de Montreuil et de l'Union des Femmes de France le château et le parc qu'il possède à Boullains (Seine-et-Marne) pour y installer une maison de convalescence militaire de trente lits, où seront évacués de l'hôpital de Forges les blessés en voie de guérison.

Le vicomte et la vicomtesse de Reiset ont offert à la Société de Secours aux Blessés leur château de Vic-sur-Aisne, près Soissons, pour y installer une ambulance.

M. et Mme Henry Simon installent dans leur château des Hogues, près de Fécamp, un hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge, où ils pourront recevoir de nombreux blessés.

Le Secours à l'Ouvrière

L'œuvre du Secours à l'Ouvrière a pour but de fournir du travail rétribué aux femmes qui ne reçoivent aucun secours de la Ville ou de l'Etat, tout en exécutant gratuitement les fournitures utiles aux hôpitaux et aux œuvres de la Croix-Rouge. Elle a installé, au 11 bis, de la rue Scribe, dans un vaste local mis à sa disposition par la Banque Russe du Commerce et de l'Industrie qui, de concert avec la Banque des Pays du Nord et la Banque Russo-Asiatique, a pris l'initiative de cette création, un ouvroir pouvant recevoir trois cents ouvrières.

Cette œuvre, dont Mme Isvolsky, ambassadrice de Russie, a bien voulu accepter le haut patronage, a pour président d'honneur M. Charles Laurent, premier président honoraire de la Cour des Comptes, président du conseil d'administration de la Banque des Pays du Nord, et pour présidente Mme Ernest Mallet.

Les ressources actuelles de l'œuvre étant limitées, Mme Mallet sera reconnaissante de tous les concours qui lui seraient apportés, soit sous forme de commandes, soit sous forme de dons en argent ou en matières premières et qui pourront lui être adressés, 23, rue Fresnel ou 11 bis, rue Scribe.

La Société de secours aux blessés militaires (Croix-Rouge), dont toutes les ressources disponibles doivent être exclusivement affectées aux soins des blessés et des soldats, a organisé dès le début des ouvroirs ou des personnes de bonne volonté ont confectionné du linge, des vêtements, etc. Ces ouvroirs ont rendu les plus grands services.

Aujourd'hui, la Société s'efforce d'employer dans ses ouvroirs des ouvrières sans travail et d'augmenter le nombre des ouvrières dans ceux où elle en emploie déjà.

Pour les femmes n'ayant droit à aucun secours

Le syndicat des femmes caissières, comptables, employées aux écritures et employées de commerce, qui compte près de 5.000 adhérentes, dont les quatre cinquièmes échappent à la catégorie des femmes secourues, supplie les personnes qui pourraient procurer du travail de n'importe quelle nature de s'adresser ou d'écrire au siège social, 134, rue de Turenne.

Songez aux forains

Le syndicat l'Avenir forain a adressé aux maires une circulaire dont nous extrayons le passage suivant :

« Il serait inhumain que ces femmes et ces enfants, dont le mari et le père défendent la patrie, souffrent de la faim. Aussi, monsieur le maire, nous comptons sur votre bienveillance et votre équité pour que ces familles, ne pouvant quitter votre commune, soient considérées au même titre que les habitants sédentaires. »

## LE TEMPS QU'IL FAIT

La température, qui est depuis quelques jours légèrement inférieure à la normale, est restée hier un peu fraîche, sans descendre toutefois au-dessous de 12°.

La pression barométrique, en hausse lente, accusait hier à midi 765 m/m 1.

Aujourd'hui, un temps beau, mais nuageux, est probable, avec température voisine de la normale.

## NECROLOGIE

On annonce la mort du général de brigade Pestin, commandant par intérim la 9<sup>e</sup> division d'infanterie.

Le général Pestin, né à Vannes le 22 mai 1854, obtint les deux étoiles en 1909 et fut nommé au commandement de la 45<sup>e</sup> brigade d'infanterie, à Limoges.

Il était officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques de Mme Le Myre de Vilers, née Hennef de Goutel, femme de l'ambassadeur, auront lieu ce matin, mercredi 19 courant, à 9 heures, en la chapelle basse de la Madeleine.

Nous apprenons la mort :

De M. Charles Massenet, décédé à l'âge de quarante-quatre ans. Le défunt avait exercé longtemps les fonctions de sous-préfet.

De M. Georges Dullion de Laumois. Il était le père de M<sup>re</sup> André Dullion de Laumois, avoué près le tribunal civil de la Seine, et de MM. Edouard et Stephen Dullion de Laumois.

De la comtesse Delva de Dalmarie, veuve du général Delva, ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti à Paris, décédée dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De Mme Valentine Engel-Gros, de Bâle et Ripaille, décédée à Lausanne.

De M. Auguste Guichard, commissaire de police du quartier Montparnasse, décédé à l'hôpital Sainte-Anne à l'âge de quarante-six ans.

De M. Cuny-Ravet, président du syndicat de la chapellerie, ancien président de section au tribunal de commerce, décédé à Lyon, dans sa soixante-troisième année.

De M. Philippe Corbin, conservateur des hypothèques en retraite, décédé à Poitiers à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De M. Paul Godinot, ancien magistrat, décédé à Tassin (Rhône), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la vicomtesse de Kertanguy, décédée à Nantes. La défunte était la femme du commandant de Kertanguy, bien connu dans les milieux royalistes de Loire-Inférieure.

## En marge

Le journalisme mène à tout...

Un de nos collaborateurs, affecté comme auxiliaire à un groupement de dépôt dans une commune de la banlieue parisienne, se présente devant son capitaine.

Celui-ci s'enquiert de la profession du nouvel arrivant afin de savoir à quoi l'employer.

— Ah ! vous êtes journaliste ! conclut-il. Eh bien, il nous manque un perruquier, c'est vous qui en remplirez les fonctions.

Riant aux éclats, le brave homme mit lui-même une tondeuse dans les mains de notre collaborateur et, le conduisant dans une cour, il le plaça en face d'un placide Beauceron à la lignasse bouriffée.

Dire que cette première opération se passa sans arracher des plaintes au patient en même temps que ses cheveux serait incontestablement mentir.

Mais lorsque le nouveau coiffeur eut terminé, le coiffé, le remerciant d'une poignée de mains chaleureuse, s'écria :

— ...Comme cela je puis aller à Berlin, je ne crains plus les « totos ».

Cependant, bien qu'il est conscience d'avoir sauvé sa victime d'une invasion de parasites, notre collaborateur ne put sans sourire contempler son œuvre... une tête rasée en lamentables escaliers.

\*\*\*

La fièvre d'enrôlement qui sévit depuis les premiers jours de la mobilisation a gagné jusqu'à nos plus célèbres écrivains. Hommes d'épée, ils veulent monter en grade en devenant soldats. C'est ainsi que notre confrère Rouzier-Dorcières et M. Georges Breittmayr viennent, sur la présentation du pilote Jules Védrières, de signer un engagement pour la durée de la guerre, à titre de tireurs-mitrailleurs à bord d'avions blindés. Ils ont été versés au parc d'aviation militaire de Saint-Cyr.

M. Beppo de Casa Massimi, un autre écrivain bien connu, a suivi ses deux camarades dans la même arme : de ce fait il obtiendra à la fin de la guerre ses lettres de haute naturalisation.

\*\*\*

L'enthousiasme qui règne dans toutes les classes de la société et jusque dans les plus lointains villages s'étend au delà de la mer : un des fils du bey de Tunis ne vient-il pas de demander à combattre dans les rangs de l'armée française ?

Il n'est pas jusqu'au prince Hain Nghi, ancien empereur d'Annam, qui ne revendique l'honneur de servir la France ; il vient, en effet, d'adresser au ministre des Colonies une lettre dans laquelle il déclare, qu'en présence des événements actuels, il est de son devoir d'offrir ses modestes services à la France, qu'il a appris à connaître et à aimer, pour telle fonction qu'il plaira au ministre de lui confier.

\*\*\*

Nous avons publié dans notre numéro d'hier une carte de la frontière alsacienne, que nous avions empruntée au Temps. Une erreur de mise en page ayant fait sauter la ligne où nous le citions, nous nous en excusons auprès de notre confrère.

## Contre la T. S. F.

Des dépêches de Stockholm et d'Athènes informent que les gouvernements suédois et hellénique ont décidé d'interdire aux bâtiments se trouvant dans leurs eaux l'usage de la radiotélégraphie.

## A la Bourse de Paris

Peu à peu s'accroît le volume des affaires : on se rend compte que les efforts déployés en vue de rendre à l'activité économique et financière de notre pays pendant la durée des hostilités toute l'intensité désirable ne le seront pas en pure perte, et la spéculation prouve par un retour de confiance, encore timide, qu'elle est toute disposée à prendre sa part dans ce mouvement de rénovation.

On estime d'ailleurs que, dans le but de faciliter ces tentatives, la liquidation de fin août sera reportée à une date ultérieure, mesure qui serait de nature, semble-t-il, à rendre au marché à terme une plus grande aisance et une liberté d'allure nécessaire.

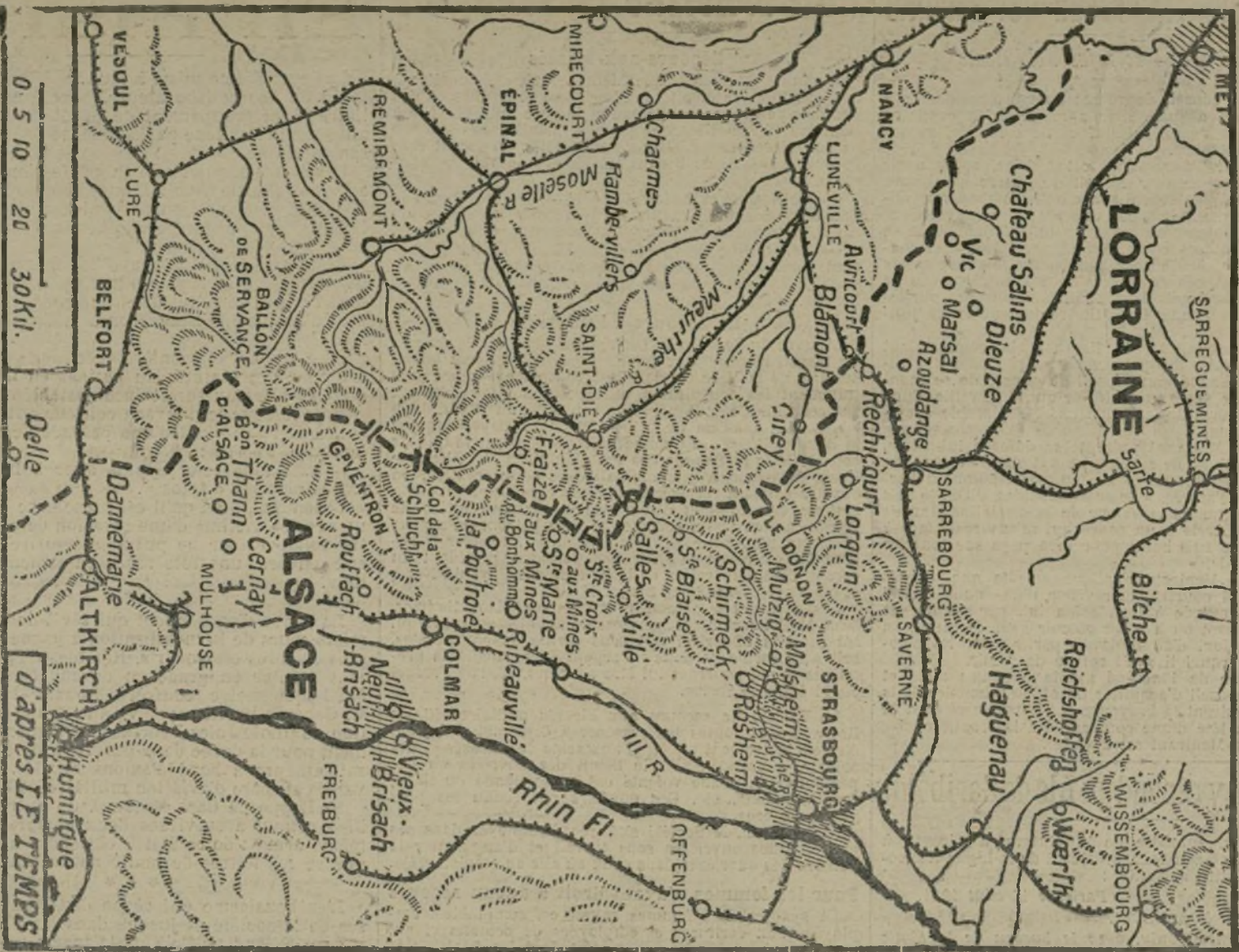
Pour le moment, il convient de remarquer que l'on a coté à terme notre 3 1/2 0/0 à 82.50 ; le Rio, d'autre part, a fait une réapparition à 1.350. Aux banques : l'Union Parisienne s'inscrit à 630 et la Banque de Paris à 1.105. Chemins espagnols recherchés : Andalous, 264 ; Nord d'Espagne, 350. Au comptant, en banque : l'action Monaco s'inscrit à 4.975 ; la Suberbie, à 180 ; la Franco-Wyoming ord., à 22.50, et l'Amazonie, à 263. Au comptant, au Parquet, signons notre 3 0/0, à 75.20 ; Est, 760 ; Nord, 1.470 ; Banque d'Athènes, 40 ; Banque Nationale du Mexique, 462 ; Omnibus, 390 ; Nord-Sud, 100 ; Wagons-Lits, 329 ; Kivroï-Rog, 852 ; Mokta-el-Hadid, 1.710 ; Raffinerie Say, 275 ; Azote, 220 ; Richer, 1.730 ; Phosphates de Gafsa, 350 ; Phonographe Pathé, 120 ; Espagne Extérieure, 83.95 ; Egypte Unifiée, 90 ; Sao-Paulo, 5 0/0 1905, 430. Parmi les obligations : Annuités Orléans à Châlons, 510 ; Lille à Béthune 3 0/0, 384 ; Riazan 4 0/0, 390 ; Saragosse 3 0/0, 323 ; Omnibus 4 0/0, 410 ; Tauris 5 0/0 1913, 405 ; Nord-Sud 4 0/0 1913, 370 ; Ville de Tokio 5 0/0, 439.50 ; Wagons-Lits 4 0/0, 450 ; Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt 4 0/0, 480.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — G. Marty.

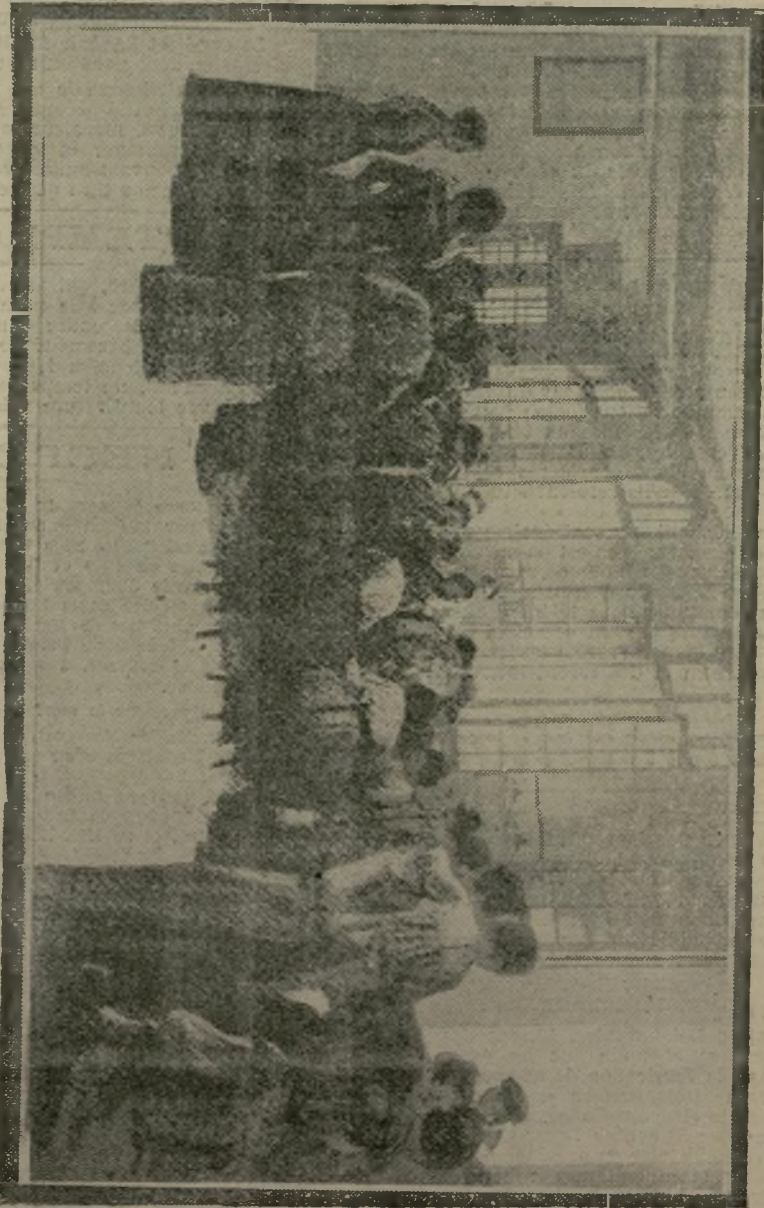


## DE METZ A BALE



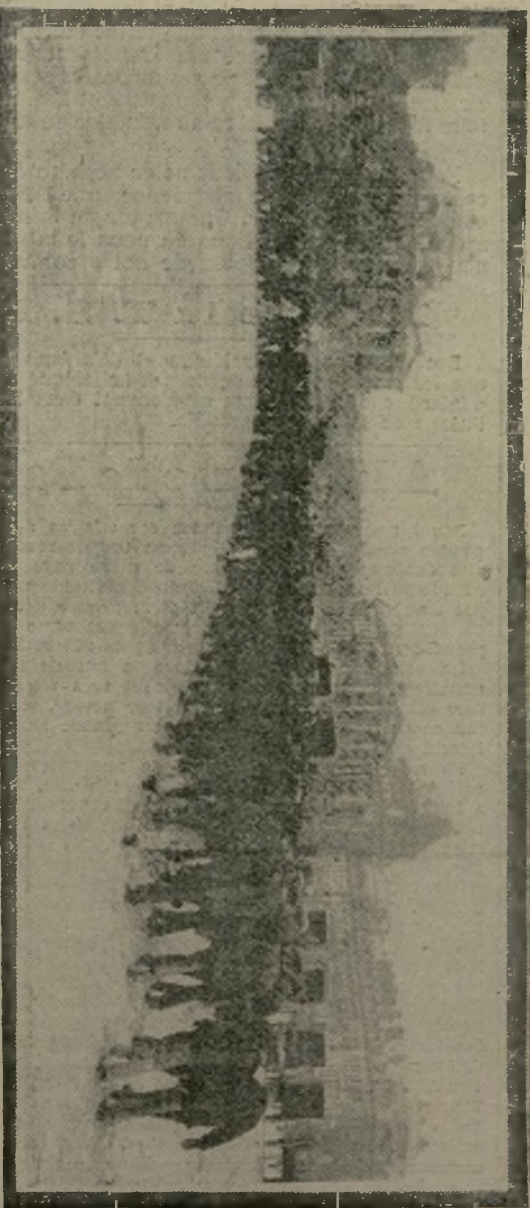
Cette carte permet de suivre la marche en avant de nos troupes en Alsace. Celles-ci occupent maintenant, entre autres endroits, les vallées de Sainte-Marie et de Villé, le Donon, Lorquin, Thann, Altkirch, etc.

## LES SECOURS AUX FAMILLES NÉCESSITEUSES



Partout, à Paris comme en province, ces secours s'organisent en vue de venir en aide aux femmes et aux enfants dont les maris ou les frères sont partis à la guerre. On voit ici, dans une école de la banlieue, la distribution des bons à des femmes de mobilisés.

## Un défilé de réservistes à Versailles



La paisible ville du Roi Soleil présente, depuis le début de la mobilisation, l'aspect d'un vaste camp. On voit ici un groupe de réservistes défilant devant le château.